

[Tous les posts](#)[Emission de radio](#)[Article](#)[Conférence](#)[Interview](#)[Vidéo](#)[Communiqué](#)[Événements](#)[Plus](#)

Photo Julien Langella

25 nov. 2019 · 2 min de lecture

IMMIGRATION-INVASION : QUE FAIRE ICI ET MAINTENANT ?

Dernière mise à jour : 29 déc. 2019



Paris a connu deux manifestations successives sur le thème de l'immigration : l'une conduite par les bobos parisiens et leurs femmes de ménage maghrébines contre « l'islamophobie », l'autre par les patriotes français contre l'islamisme. Maintenant, concrètement, que faire ? Les assimiler ? Aucun décret, aucun cours d'histoire de France, aucune entrée gratuite pour le Puy du Fou avec dédicace de Philippe de Villiers ne forceront 20 % de la population à quitter leurs réseaux communautaires pour devenir « français », c'est-à-dire intégrer un peuple agonisant. Le minimum syndical est l'expulsion vers leur pays d'origine des délinquants binationaux et des activistes islamistes. Cela nous libérerait d'au moins quelques dizaines de milliers de vermines, ce qui calmerait bien des ardeurs. Mais à terme, c'est un vaste mouvement de remigration qu'il faut engager si l'on veut éviter la partition définitive de la France en une myriade de petits Kosovo. Cette remigration exige trois conditions minimales : un pouvoir politique indépendant des élections ; des structures judiciaire, administrative et policière obéissantes ; un contrôle des pays de retour, soit un retour à notre dimension impériale. En effet, rappelons-nous que Dominique Venner disait avoir rejoint l'OAS pour « défendre la frontière sud de l'Europe » : l'Afrique du nord. En clair, il nous faut une révolution.

« PAS DE REMIGRATION SANS UNE VÉRITABLE POLITIQUE DE L'ENRACINEMENT. »

En attendant la révolution, c'est simple : il faut leur pourrir la vie. Au niveau local par le recours massif au droit de préemption commercial dans un périmètre de sauvegarde du commerce de proximité (afin de chasser kebabs et bars à chicha), par les refus de permis de construire, les arrêtés d'interdiction de comportements nuisibles, et bien sûr, par l'embauche massive de policiers formés, solides et armés. En 2009, le maire d'Orange Jacques Bompard annonce vouloir déménager l'ancienne mosquée du centre-ville en bordure d'autoroute avec obligation pour la communauté de payer la construction. En 2018, le maire de Béziers Robert Ménard interdit la chicha dans l'espace public durant l'été. En 2016, il s'oppose à l'installation d'un centre d'immigrés clandestins et annonce un référendum local. En 2015, il interdit l'ouverture de nouveaux kebabs. En 2017, le maire de Beaucaire Julien Sanchez interdit les menus de substitution dans les cantines. C'est à ce travail de sape qu'il faut s'atteler pour décourager les immigrés de s'installer chez nous et amener ceux déjà présents à comprendre que leur place est ailleurs. Il faut mal les accueillir et ne les satisfaire en rien. Il faut leur rendre la vie impossible partout et tout le temps. Parallèlement, il faut attirer et réinstaller des Français par une fiscalité attrayante, des facilités à la création d'entreprises (en leur donnant la priorité sur les locaux préemptés), maintenir des services publics locaux, susciter une vie culturelle patriote et enracinée, et promettre la tolérance zéro aux voyous. Il ne s'agit pas seulement de «